

RELIGIONS Le secret de la confession doit-il rester un absolu, même face aux abus sexuels? **12**

ANALYSE En accordant l'inscription au patrimoine mondial, l'Unesco oriente aussi fortement les flux touristiques. **13**

le **MAG** A Bienne, la «Robert Walser-Sculpture» est l'un des points culminants de l'été culturel en Suisse. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 12 JUILLET 2019

Près de deux millions de mineurs travaillent encore au Pérou, même si le phénomène est en baisse. L'ONG Genève Tiers-Monde soutient des filles domestiques, souvent maltraitées

Enfants domestiques, pas esclaves

AMANDA CHAPARRO, LIMA

Pérou ▶ Rosalia n'avait que 6 ans lorsqu'elle a commencé à travailler. Elle en a aujourd'hui 17. La voix claire et assurée, le regard profond, cette jeune fille aux traits délicats a réalisé toute sa vie des travaux domestiques chez des particuliers à Cuzco, dans la région des Andes. Lorsqu'elle a débuté, elle vivait chez ses employeurs et travaillait jusqu'à dix heures par jour. Un travail pénible qui lui a valu brimades et mauvais traitements. «J'ai beaucoup souffert», murmure-t-elle. «Mes patrons me punissaient. Ils m'empêchaient de sortir, menaçaient de faire du mal à mes parents si je me plaignais.»

Comme elles, beaucoup de jeunes filles péruviennes de zones rurales et de milieux économiques défavorisés sont contraintes de travailler dès leur plus jeune âge. Ces filles ont entre 6 et 17 ans et sont envoyées en ville, dans des familles d'accueil, dans l'espoir de continuer en parallèle leur scolarité. Leur nombre est difficile à établir car le travail est informel, non déclaré, et donc invisible aux yeux de la société.

Au Pérou, le travail des enfants est interdit en dessous de 14 ans. Le pays s'est engagé, conformément aux Conventions de l'Organisation internationale du travail, à éradiquer le travail infantile sous l'âge minimum, ainsi que toute forme de travail dangereux et considéré comme relevant de l'exploitation.

Pas payées du tout

Le travail infantile est en baisse depuis dix ans, mais les enfants travailleurs sont encore près de deux millions, malgré les bons chiffres de la croissance économique. Aussi, les disparités selon les villes et les campagnes sont grandes. Les zones rurales, notamment des Andes et d'Amazonie, sont les plus concernées. La région de Cuzco, l'une des plus pauvres du pays, est parmi celles qui concentrent le plus grand nombre d'enfants travailleurs.

«Dans le cas des jeunes filles domestiques, le travail s'apparente souvent à de l'exploitation», estime Milagros Rios, responsable de projets au Cesip, une ONG qui travaille avec enfants et adolescents en situation vulnérable. «En dessous de 16 ans, elles ne sont souvent pas payées. Elles travaillent en échange du gîte et du couvert, quand les familles veulent bien les nourrir. Après 16 ans, elles peuvent espérer recevoir un maigre salaire pour des horaires très étendus.» Jusqu'à dix heures



L'ONG Cesip sensibilise les familles en campagne, afin de retarder le plus possible l'âge à partir duquel les jeunes filles sont envoyées en ville pour travailler comme domestique. KEYSTONE

par jour pour un salaire d'environ 600 ou 800 soles (180-240 francs). Moins que le salaire minimum fixé à 930 soles (278 francs) pour huit heures par jour, six jours par semaine.

Avec le soutien de l'association Genève Tiers-Monde, le Cesip milite pour l'abolition du travail des enfants. Il dénonce également de nombreux cas de violence. «Le travail domestique est un travail dangereux car il est par essence caché, à l'intérieur des foyers. On ne sait pas ce qu'il s'y passe. C'est la porte ouverte à tous les abus», s'indigne Milagros.

«C'était horrible»

C'est ce qu'a vécu Rosalia, lorsqu'à 10 ans, elle entre dans une nouvelle famille. «La dame était très méchante, se souvient-elle. Elle me frappait, m'attrapait par les cheveux. J'étais toujours couverte de bleus. Une fois, elle m'a attachée avec une corde.» Son calvaire prend fin lorsqu'une cousine vient la chercher pour la placer chez d'autres particuliers. Comme elle, Elena, 18 ans aujourd'hui, a commencé à travailler à l'âge de 8 ans. Originnaire d'un village de montagne, à quelques heures de Cuzco, dans l'Ocongate, elle raconte: «On était beaucoup de frères et sœurs, c'est pour ça que je suis partie. J'ai commencé à travailler dans une maison, c'était horrible. Je dormais par terre à même le sol, dans la salle à manger.»

«Ces cas sont malheureusement courants», raconte Yoshina Guevara, responsable du Cesip pour la région de Cuzco. «Souvent les filles se taisent. Elles ne le disent même pas à leur famille restée au village.» Peur de décevoir, rupture des liens familiaux, menaces de l'employeur, les raisons sont nombreuses pour ne pas parler. «Ce ne sont que des enfants, elles ne sont pas armées pour affronter cela, explique Yoshina. Elles ne connaissent pas les institutions ni leurs droits. Elles ne connaissent personne en ville, elles ne peuvent pas s'échapper car elles ne savent pas où aller. Elles sont isolées et les employeurs en profitent.»

Les filles invisibles

Une réalité qui complique le travail des autorités qui parviennent difficilement à contrôler et à lutter contre ces abus. Miriam Alicioneth Quispe, responsable de la Demuna à Cuzco, un organisme municipal de défense des droits de l'enfant et des adolescents, concède: «Nous recensons environ 260 jeunes filles travailleuses à domicile pour la ville de Cuzco. Un chiffre probablement très en deçà de la réalité car nous ne dénombrons que les filles qui étudient le soir, après leur travail, dans des collèges alternatifs.» Si des cas de violences sont reportés, la Demuna organise des visites à domicile. Miriam

«Le travail domestique est dangereux car il est par essence caché, à l'intérieur des foyers. On ne sait pas ce qu'il s'y passe»

Milagros

reconnait que celles qui ne sont pas scolarisées échappent à leur contrôle. «Certaines sont prises dans des réseaux de traite», explique-t-elle.

Un autre problème complique la lutte contre le travail domestique des jeunes filles: le manque de reconnaissance. Souvent, ce travail est perçu comme de l'aide. «Il n'est pas reconnu comme tel. On parle 'de coup de main'. Les familles qui font appel à ces jeunes filles disent 'elle me rend service, elle m'aide'. Mais c'est du travail!», s'indigne Milagros et Yoshina, du Cesip. «Même les institutions minimisent! Cela fait tellement partie des habitudes d'avoir une aide à la maison que nous avons entendu des fonctionnaires de justice dire 'elle ne fait qu'aider'.»

Pour faire prendre conscience aux jeunes filles de

leurs droits, le Cesip dispense des cours: «On leur apprend qu'elles doivent exiger un salaire, qu'elles peuvent partir en vacances, qu'il y a des heures pour l'école, des heures de repos, de récréation et qu'elles peuvent communiquer avec leurs familles», raconte Yoshina. En parallèle, l'ONG leur propose des formations pour créer de nouvelles opportunités de travail, comme des cours de pâtisserie ou d'informatique.

L'ONG réalise également un travail de prévention dans les communautés villageoises. Un échelon clé dans la lutte contre le travail des enfants. «Notre objectif est de retarder au maximum l'âge de départ des filles de leur communauté. On souhaite générer une réflexion chez les parents et les enfants sur les risques du départ et les avantages de rester au village.»

Prise de conscience: la clef

Le manque d'opportunité et la pauvreté sont des facteurs de migration, mais ils ne sont pas les seuls. «Le départ vers la ville est ancré dans les mentalités.» D'autant que souvent, dans les zones rurales, le travail est valorisé et perçu comme étant positif, formateur. Les enfants doivent participer aux activités économiques de la famille. Le Cesip entend lutter contre le système du «parrainage» selon lequel les parents de la commu-

REPÈRES

▶ Le Pérou est l'un des pays qui comptent le plus d'enfants travailleurs en Amérique du Sud (avec le Brésil et la Bolivie) selon l'OIT.

▶ Selon la dernière enquête de l'Institut national de statistiques, en 2015, 26,1% d'enfants et adolescents entre 5 et 17 ans y réalisaient une activité économique. Parmi eux, 16,8% effectuaient des travaux dangereux.

▶ Le taux de travail infantile est en baisse. Moins 4% entre 2012 et 2015. Sauf pour la tranche des 14-17 ans où il est en hausse de 2 points entre 2017 et 2019.

▶ Le travail infantile est 4 fois plus important en zone rurale (58,7%) qu'en zone urbaine et se concentre avant tout dans les zones des Andes et d'Amazonie.

▶ Le taux de pauvreté au Pérou est passé de 42,4% en 2007 à 21,7% en 2015.

SOURCES: INEI, DEFENSORIA DEL PUEBLO

nauté confient leurs enfants à une famille en ville, dans l'espoir de leur donner un meilleur avenir.

Yoshina et Milagros assurent qu'au fil des rencontres, beaucoup de parents se rendent compte et préfèrent garder leurs enfants pour les voir terminer leur scolarité jusqu'à la fin du collège, à 14 ou 16 ans. Un âge où les adolescents seront bien mieux préparés à affronter leurs employeurs.

Rosalia et Elena participent depuis plusieurs années aux ateliers de l'ONG. Elles ont pris conscience de leurs droits. «Je ne me laisserai plus jamais faire, assure Rosalia. Avant je ne connaissais rien, à présent je peux exiger de meilleures conditions de travail.» Celia a vu sa situation s'améliorer également: «J'ai plus de chance à présent, j'ai le temps d'aller à l'école l'après-midi, j'ai des horaires aménagés. Mes employeurs sont gentils avec moi.» Toutes deux veulent continuer leurs études dans le tourisme et l'hôtellerie, un secteur porteur dans une ville touristique comme Cuzco. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.